Etats-Unis : 200 universitaires se mobilisent pour la liberté d'expression

08/04/2021 à 7h31



Une nouvelle association regroupe plus de 200 professeurs de diverses obédiences politiques. Ils expliquent en avoir assez d'être menacés de sanctions s'ils heurtent la sensibilité des étudiants, particulièrement sur les questions de race et de genre.

En janvier, un professeur de droit de l'université de Chicago a été temporairement suspendu de ses fonctions parce que dans l'énoncé d'un examen, il avait inclus un cas fictif de discrimination au travail. Dans ce dernier, une employée noire était traitée de «n****». Le mot n'était pas écrit en entier dans le texte, mais les étudiants savaient qu'il s'agissait de *« nègre »* en anglais, un mot qui a une connotation raciste particulièrement violente aux États-Unis. Des étudiants se sont plaints, expliquant que ce mot *« avait choqué »* et *« causé de la détresse et de l'anxiété à ceux qui passaient l'examen ».* Ils ont ensuite demandé des formations antiracistes et l'administration a ouvert une enquête.

Pour soutenir les professeurs qui se retrouvent dans de telles situations, le politologue Keith Whittington et d'autres collègues de l'université de Princeton ont créé l'Academic Freedom Alliance (alliance pour la liberté académique), dont

la mission est d'aider les universitaires à pouvoir *« parler, enseigner et publier sans crainte de sanctions, harcèlement, punition ou persécution. »*

DES PRESSIONS VENUES DE LA GAUCHE ET DE LA DROITE

« Les incidents connus du public ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Il y a de nombreux autres cas qui n'attirent pas l'attention des médias » explique Whittington, qui précise que des dizaines d'universitaires ont déjà contacté son organisation pour demander de l'aide. […]

L'intégralité disponible sur Marianne